



Le Lien

Union
syndicale
Solidaires

Journal des retraité-es

Sud Rail



EDITORIAL

Le Mépris

Non, ce n'est pas le titre du célèbre film de Godard, mais un bien plus mauvais scénario qui commence à lasser bien des citoyens. Nous voulons parler des petites phrases à répétition du PDG de la République, cassantes et méprisantes pour les pauvres, les travailleurs, les chômeurs, bref, toutes celles et ceux qui n'ont pas eu la chance comme lui d'être nés avec une petite cuillère en argent dans la bouche, ni celle d'avoir été élu à la magistrature suprême (qu'il confond

avec un vulgaire conseil d'administration) par défaut, presque par hasard, après avoir été mis en selle politique par un autre bien piètre titulaire de la fonction, nous voulons parler de son prédécesseur. Lequel avait en son temps lancé la mode du mépris du peuple, surtout des pauvres, en parlant des « sans dents ». L'élève a dépassé le maître. Qu'on en juge : « les ouvrières des abattoirs GAD qui sont pour beaucoup illettrées » ; « le meilleur moyen de se payer un

costard c'est encore de travailler » ; « une gare c'est un lieu où l'on croise des gens qui réussissent et ceux qui ne sont rien » ; « il faut que les jeunes Français aient envie de devenir milliardaires » ; « je ne céderai rien aux fainéants, aux cyniques et aux extrêmes » ; et, dernière saillie en date (à moins qu'à l'heure où vous lirez ces lignes il y ait eu un nouveau trait d'esprit de ce phare de la pensée) : « ceux qui feraient mieux de chercher du travail que de foutre le bordel », fine allusion dans un

français châtié qui ferait passer les élucubrations d'un Sarkozy pour des aphorismes brillants, aux manifestants qui protestaient légitimement contre une énième fermeture d'usine. La constante de ces propos nauséabonds, c'est la cible visée : le prolétariat, le peuple des petites gens, premières victimes de sa politique de casse du tissu social au seul profit des riches, seuls dignes de respirer l'air pur de notre beau pays. Sa fine allusion à l'idéal de finir milliardaire démontre la haute visée

éthique et intellectuelle du personnage.

Bref, sous des dehors souvent policés, sauf quand il se lâche, nous avons affaire à un hobereau digne des faquins de l'ancien régime, suintant le mépris de classe par tous les pores. Nous sommes dans la stricte lignée du célèbre « s'ils n'ont pas de pain, qu'ils mangent de la brioche » de Marie-Antoinette, même dédain guindé trahissant un complet rejet du bas monde dont ils ne connaissent rien. L'histoire nous a appris



comment finissent celles et ceux qui méprisent trop ouvertement le peuple, l'asservissent et l'affament. Certes nous n'en sommes pas là, mais cette suffisance de la part d'un homme qui doit son élection au suffrage universel (même avec une base électorale aussi limitée que son vocabulaire quand il joue les cadors) est proprement insupportable et INDIGNE de la fonction.

Non seulement ce triste sire poursuit le travail de sape de ses prédécesseurs avec une politique (Suite page 2 >)

(Suite de la page 1) ni de droite, ni de gauche, surtout de droite ultra-libérale qui détruit méthodiquement ce qui reste de cohésion et de justice sociale dans notre pays, mais il annonce la couleur du haut de sa suffisance. Il faut dire que de la part d'un banquier d'affaires de chez Rothschild il n'y avait rien de bon à attendre, et seuls les naïfs seront surpris. Bien entendu, les actes sont la traduction de son vocabulaire digne d'un mauvais polar. Le mépris, c'est aussi celui des institutions, notamment de la représentation nationale, faisant fi des débats démocratiques pour faire passer en force ses mesures rétrogrades par ordonnances. Son mépris, c'est aussi celui des services publics, la casse de la SNCF au profit des bus privés en étant un parfait exemple. Quant aux retraités, le mépris des « vieux », devenus inutiles et improductifs, se sent d'ores et déjà par ses attaques au porte-monnaie. Eh bien nous ne nous laisserons ni tondre la laine sur notre dos ni insulter par celui qui devrait être le garant de l'unité nationale et qui nous manque de respect. On avait reproché en son temps à un de ses prédécesseurs de dresser les Français les uns contre les autres, mais là aussi nous avons changé de dimension, à défaut que ce soit dans la grandeur d'esprit.

Sans relâche nous dénoncerons et combattons ces inquiétantes dérives anti-démocratiques qui ne laissent augurer rien de bon pour les citoyens abusés ou non par cette « com » de caniveau.

REDACTION

Brigitte Bouilhou
Daniel Boule
Sarah Courci
Gilles Le Loupp
Eric Marchiando
Dramane N'Diaye
Anne Rasse
Martial Thiebaut
Michel Valadier
Alain Vialette

Anna a travaillé de 16 à 65 ans

La surexploitation condamnée et indemnisée. Mais pour combien de temps ?

Anna a travaillé de 16 ans à 65 ans comme lingère dans le palace de Chamonix où exerce le grand « chef » Marc Veyrat. Seule et simple, elle avait travaillé 7 jours sur 7, et 12 heures par jour, sans avoir à l'idée qu'elle pouvait se plaindre. Sans congés et sans heures supplé-

subis. C'est pour ne pas risquer de telles affaires que seront limitées les indemnités que peuvent toucher les salariés licenciés. Les patrons voyous veulent pouvoir exercer leurs méfaits sans avoir à payer.

**Et Macron
il est au service de qui ?**



mentaires. Elle a travaillé pour le patron grand-père, puis pour le fils, puis pour le petit-fils. Elle logeait même dans une chambre de bonne sous les combles de l'hôtel. Lorsqu'elle a eu 65 ans, le petit-fils l'a virée ! De sa chambre de bonne aussi !

Un syndicaliste l'a prise en pitié : il a conduit le procès aux prud'hommes. En s'appuyant sur de nombreux témoignages, il a pu invoquer une "prescription trentenaire" pour le "vol" exceptionnel que cette femme a subi !

Elle a reçu un peu plus de 360 000 euros d'indemnités. L'employeur de Chamonix aurait dû et pu payer dix fois plus. Avec la loi Travail de Macron il y aura raccourcissement du délai qu'ont les salariés pour se porter aux prud'hommes et un plafonnement des dommages et intérêts que pourront demander les salariés en réparation des préjudices qu'ils auront

SOMMAIRE

	Page
Edito.....	1
Anna a travaillé.....	2
Vital Michalon.....	3
Il y 100 ans, la révolution.....	3
Bernard Isnardon.....	4
Juan Calros Gando.....	4
Bon vent M. Rajeetharan.....	4
Lettre ouverte à Pépy.....	5
Sablé, la virgule.....	6
Facilités de circulation.....	6
Panique gare Montparnasse.....	7
Amiante.....	7
Non aux jeux olympiques.....	8
A propos de l'olympisme.....	9
Parly'ci la monnaie.....	9
Le miracle allemand.....	9
Bili bilifou.....	10
Assassinat Thomas Sankara.....	11
Santé et travail.....	11
Les abeilles en danger.....	11
Vive la culture	12

Vital Michalon, jeune antinucléaire

I l y a quarante ans, l'Etat tuait Vital Michalon, jeune antinucléaire.

Le 31 juillet 1977, près de 60.000 antinucléaires convergeaient vers le site de la centrale en chantier de Superphénix, à Malville, en Isère. La violente répression causait une centaine de blessés et la mort de Vital Michalon. La férocité de l'État a été démontrée ce jour-là. En 1974, le Premier ministre Pierre Messmer lance l'accélération du programme nucléaire, avec entre autre des surgénérateurs. Ces réacteurs nucléaires permettent (théoriquement) de générer de l'énergie à partir de combustible composé d'uranium et de plutonium issu du retraitement des combustibles déjà utilisés par des centrales classiques. De plus les surgénérateurs peuvent produire du plutonium fissile, réutilisable notamment dans les bombes atomiques. Le premier s'appelle Super-

phénix et les travaux commencent à la limite entre l'Ain et l'Isère, à Malville.

Le nucléaire constitue le cœur des gouvernements Pompidou puis Giscard : la « raison d'État », intouchable, inattaquable. « Dès cette époque, toute contestation a été considérée comme une atteinte à la sûreté de l'État, et a été gérée comme un problème militaire. Mais nous avons sous-estimé cette dimension » indique un dirigeant de la protection de la nature en Rhône-Alpes.

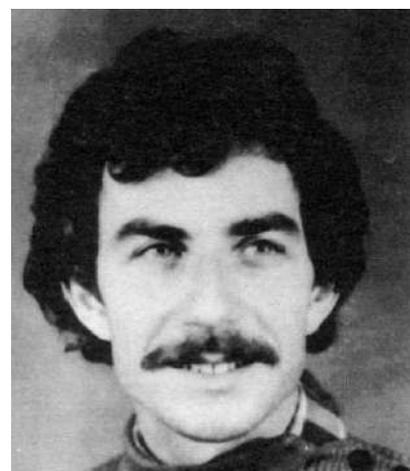
Scientifiques et citoyens font connaître leurs doutes et leurs craintes, à l'instar de Vital Michalon qui a fait des études de physique, et il a vite compris que le surgénérateur était une folie, inutile et dangereux.

Mise en service en 1985. Deux ans plus tard, les ennuis commencent et sans arrêt fuites et problèmes se succèdent de plus

en plus graves.

Le 19 juin 1997, le Premier ministre, Lionel Jospin, annonce l'abandon de Superphénix qui est encore actuellement en cours de démantèlement.

Ce fiasco, Vital Michalon l'a payé de sa vie.



Il y a 100 ans : la révolution russe

I l y a 100 Ans : la révolution russe commençait.

Les travailleurs et les paysans russes commencent la révolution en février 1917 contre leurs conditions d'existence et la guerre de 14/18. Un gouvernement social-démocrate succède au Tsar qui met en place quelques timides réformes mais continue la guerre. En octobre, lassés d'attendre et à l'initiative du petit parti Bolchévik, les travailleurs de Pétrograd prennent le palais du gouvernement et s'installent au pouvoir sous le contrôle des « soviets », les conseils ouvriers. C'est la misère partout et les paysans qui sont au front ne peuvent fournir la nourriture à la population. Malgré cela, le nouveau pouvoir tente de faire pour le mieux et négocie en mars 1918 pour arrêter la guerre contre une portion du territoire cédé à l'Allemagne. Ailleurs, la guerre se poursuit jusqu'à novembre

1918. Une fois celle-ci terminée, toutes les puissances des pays riches y compris la France se coalisent et attaquent le pouvoir soviétique, par Odessa le grand port de la mer Noire. Peu à peu le nouveau pouvoir réussit à s'installer partout. Mais cette nouvelle guerre imposée, coûtera très cher et empêchera un départ de la nouvelle république sur des bases saines par une collectivisation des terres acceptée par toutes les couches de paysans. Ces difficultés permettront à la bureaucratie de s'imposer. La dictature stalinienne, avatar de la révolution, trouvera là matière à installer son pouvoir et donnera de la révolution russe une image déplorable. La répression et le « goulag », feront oublier ce qu'avait de positif et d'enthousiasmant ce combat contre l'ogre capitaliste que nous continuons de subir encore aujourd'hui.

Cet événement dont nous fêtons le

100ème anniversaire, est un des plus importants du XXème siècle. Il a représenté un formidable espoir pour des millions de travailleurs et d'opprimés du monde entier qui leur permettait d'envisager un autre avenir que le capitalisme. Tout est à reconstruire aujourd'hui.



Le Jeune Karl Marx

Ce film de Raoul PECK, cinéaste haïtien, retrace 5 années de la vie de MARX, de sa première arrestation en 1843 à la publication du manifeste du parti communiste en 1848, pendant lesquelles s'élaborent les concepts marxistes de matérialisme historique et de lutte des classes. S'y associe le récit d'une amitié et complicité entre MARX et ENGELS qui nous permet de découvrir 2 révolutionnaires plein d'audace et d'une richesse de pensées extraordinaire. Film très intéressant !

VIVE LA CULTURE

Décès de **Bernard Isnardon**

Voici le message que la section des retraité-e-s de PACA nous a transmis :

« C'est avec une très grande tristesse que nous avons appris le décès de Bernard, qui était pour nous un ami.

Chaque moment de sa vie syndicale et cheminote témoignait de sa profonde humanité et de son engagement permanent pour - et dans - les luttes sociales.

Constructeur du syndicat SUD Rail PACA, avec 13 autres copains, il a partagé les débats, les conseils syndicaux, les manifs, les grèves, les luttes, les rigolades, les cafés, les apéros, les repas... On se souvient de sa pertinence, de son humour, de son écoute.

Chaque instant de sa vie syndicale et cheminote, témoignait de sa profonde humanité, de son engagement permanent dans les luttes sociales et de son combat face aux inégalités.

Animateur de la Liaison régionale Retraités PACA il laissera un vide, même si le combat continue et nous savons qu'il nous regardera de là où il est, pour nous soutenir. Bernard travaillait à l'EIC, il a terminé sa carrière au PRCI de Marseille et allait avoir 61 ans. Il était présent à l'AG de la LN des Retraité-e-s à Saint-Denis le 23 mars dernier.

Décès de **Juan Carlos Ganzo**

Voici le message que le syndicat de Bourgogne Fanche-Comté nous a transmis :

« Juan est entré à la SNCF en 1980 à l'ECT de Dijon où il a effectué toute sa carrière comme ASCT. Il est parti en retraite en 2013 à 55 ans. Il a toujours milité et son engagement s'est fait naturellement, marqué par son histoire familiale, sa famille ayant combattu et fuit le régime franquiste. Juan était révolté par les inégalités, les injustices et il a su trouver par le syndicalisme un moyen constructif d'exprimer cette révolte. D'abord à la CGT, il poursuivit son engagement à SUD-Rail, participa très activement à Solidaires et ce n'est pas la retraite qui stoppa son ardeur à militer. Homme d'un grand humanisme, et de tous les combats, il a beaucoup transmis aux plus jeunes. Passionné de nature, Juan est décédé début juillet des suites d'un malaise au cours d'une randonnée.

La liaison nationale des retraité-es SUD Rail, au nom de tous ses adhérents, présente ses plus sincères condoléances aux familles.

Fédération Sud-Rail
sud.rail.federation@gmail.com
www.sudrail.fr

Liaison nationale retraités.es

17 bd de la Libération 93200 Saint Denis

Tél 01 42 43 99 77

www.retraitesudrail.org

liaisonretraites@retraitesudrail.org

Bon vent M. Rajeetharan !

Vous qui venez régulièrement à la Fédération SUD-Rail à Saint Denis, cette information devrait vous intéresser : peut-être reconnaitrez-vous la photo ci-jointe.

Il s'agit d'un emplacement situé sous un porche entre la gare de Saint-Denis et l'immeuble de notre Fédération. Aujourd'hui « vide », il fut occupé pendant plusieurs années par un « sans domicile fixe » que nous nous sommes habitués à voir ou ne pas voir... En zoomant sur l'affichette apposée en ce lieu début septembre nous en apprenons un peu plus sur lui.

Bon vent M. Rajeetharan !

Vous ne recevrez jamais ce message mais toutes celles et ceux qui vous ont porté une aide ou seulement un regard pensent à vous. Puisse ce message nous bousculer dans nos habi-

tudes et nous interpeller sur les absurdités de notre cruelle société.



Bonjour,

Pour votre information : Le sans-abri (Mr Rajeetharan) qui vivait à cet endroit a décidé de rentrer définitivement dans son pays natal (Le Sri Lanka) afin de se construire une nouvelle vie après 13 ans dans la rue en France.

Merci à tous les donateurs pour vos dons alimentaires, financiers ainsi que votre soutien pour ce sans-abri.

Merci également aux étudiants de l'IESH de Paris ainsi qu'aux bénévoles de l'association « Au Cœur de la Précarité » qui ont récoltés 4309.14€ afin que Mr Rajeetharan retourne dignement dans son pays.

Sachez que Mr Rajeetharan a dorénavant au Sri Lanka, un travail mais aussi un appartement.

Lettre ouverte à Guillaume Pépy

Nous avons reçu ce témoignage émouvant du gouffre séparant, hier comme aujourd'hui, les « décideurs », les « gestionnaires » pour qui l'être humain n'est qu'une variable de productivité, du vrai prolétariat, exploité, bafoué dans ses droits, mais intègre et digne. Intégrité et dignité dont nos patrons et politiciens manquent cruellement.

LETTRE OUVERTE A M. GUILLAUME PEPY, PRESIDENT DE LA SNCF.

Monsieur le Président,
Je m'appelle Dramane N'Diaye. Je fais partie des 800 cheminots étrangers pour lesquels le tribunal des prud'hommes a condamné la SNCF pour discrimination en septembre

tion !
Au milieu des années 1970 la SNCF recrutait en masse de la main d'œuvre à bon marché, surtout dans les gares de triage. La gare de triage de Sotteville lès Rouen était une des plus importantes de France avant sa fermeture. La gare était équipée de la technologie moderne du « tir au but » avec des voies dotées de freins intégrés. Parmi les

« chibanis », j'étais le seul Sénégalais. Les seuls examens que nous pouvions passer étaient ceux des métiers de manœuvre des wagons ou de pointage du matériel.

Je me rappelle que le Sénégal, sous la présidence du grand poète Senghor, était exigeant pour l'étude de la langue de Molière. Après le certificat d'études il fallait 12 de moyenne pour passer en classe de 6ème.

Même avec mon BEPC et un niveau 1ère générale, on m'obligea à passer un examen interne dont étaient dispensés les cheminots de nationalité française titulaires de ce diplôme.

Je fis donc fonction de pointeur de 1974 jusqu'à 1992, l'année de ma naturalisation. A Sotteville on triait

en moyenne 4500 wagons par jour et je marchais 15 Km par jour pour relever la composition des trains, qu'il neige, qu'il pleuve ou qu'il vente, d'abord sur papier carbone en binôme, puis seul après l'introduction de la



radio. Dans ces métiers, peu de jeunes Français embauchés restaient. Devenu Français j'ai pu partir du triage et j'ai fini ma carrière à l'accueil de la gare de Rouen-Rive-Droite où j'ai tenu, même dans les moments difficiles, de donner la meilleure image de la SNCF à laquelle je suis très attaché. Malgré les discriminations que je subissais, je me suis toujours considéré comme un cheminot à part entière, partageant les valeurs professionnelles et les combats sociaux de cette corporation. Pour pouvoir partir en retraite à 55 ans, j'ai dû racheter mes 18 années de contractuel.

Je suis très choqué de votre absence de reconnaissance de notre travail et de votre refus de l'égalité des droits entre tous les cheminots.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mon profond respect.



2015. J'espérais que vous feriez amende honorable pour ces discriminations que nous avons subies. Au lieu de cela, vous avez préféré faire appel de votre condamnation, attendant le dernier jour possible pour le faire.

Le 15 et 16 mai 2017, devant la cour d'appel, contestant toute discrimination, l'avocate de SNCF mobilités a plaidé que la SNCF avait mis en place un plan de formation pour nous aider, mais que malheureusement si nous parlions français, nous ne savions pas l'écrire et que les examens à la SNCF comportaient une rédaction avec une note éliminatoire à 12. Nous aurions donc « manqué de courage » pour parfaire notre forma-

On triait en moyenne 4500 wagons par jour et je marchais 15 Km par jour

Sablé : une virgule ... ensablée

Sous cette appellation quelque peu ésotérique se cache un raccordement de 3,6 Km entre les deux branches de Nantes et de Rennes de la LGV Bretagne-Pays de

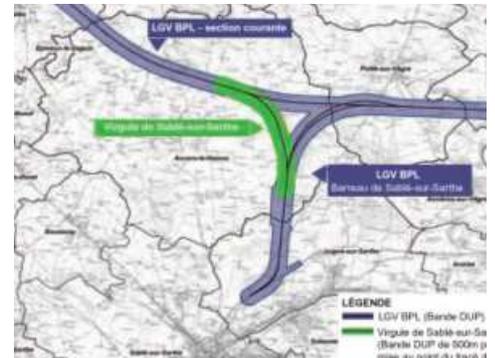


Loire, parcourable à 200 Km/h par des TER classiques, en fait des rames électriques Z 21700, version des Z 21500 équipées du cab-signal pour circuler sur les LGV. C'est, ou plutôt, c'était une première en France : faire circuler des automotrices TER, donc du matériel régional classique, sur des lignes à grande vitesse à 200 Km/h. Le but : créer des liaisons Nantes-Rennes desservant Angers et Laval, chose jusque-là impossible

sauf à changer au Mans. Mais voilà : derrière la prouesse technique se cache un grave dysfonctionnement dont les causes ne sont à l'heure actuelle pas complètement élucidées. En effet, le 29 septembre dernier, un agent-circulation de Rennes a constaté avec effarement la « disparition » de son écran d'une telle circulation pendant 8 secondes. La vigilance de cet agent-circulation a eu pour conséquence immédiate la suspension sine die de toute circulation sur ce raccordement avec ce type de matériel, le seul autorisé à ce type de dessert. Quelles en sont les causes ? déshuntage du matériel, défaut de la voie, de la signalisation ? Tant que cette question n'aura pas trouvé de réponse ferme et définitive, la dessert de la virgule est mise entre parenthèses.

Mais au-delà de l'aspect technique, qui va payer le préjudice ? SNCF mobilités, SNCF Réseau (2 entités maintenant complètement indépen-

dantes !), ou encore OPERE, filiale d'EIFFAGE, constructeur, propriétaire et exploitant de cette virgule au sein d'un PPP (Partenariat Public Privé) ? Ou encore la région organisatrice des transports ? Bref, le libéralisme à tout crin, l'éclatement de notre SNCF intégrée, tout ce cirque financier montre très vite ses limites en cas d'incident majeur. Encore faut-il se réjouir que cette dilution des responsabilités ne se soit pas traduite par un accident. Mais au vu des politiques de privatisation savamment imposées, le pire est hélas sûrement à venir !



Menaces sur les facilités de circulation ?

Parmi les nombreuses attaques, en cours ou en préparation, contre le statut des cheminot-es, il y a les menaces de plus en plus pressantes sur nos facilités de circulation (FC).

C'est un serpent de mer qui réapparaît régulièrement, notamment via la Cour des Comptes et qui fait la délectation des médias. Ces derniers n'hésitent pas, à leur habitude, à présenter nos FC comme un avantage extravagant dont 85% des bénéficiaires ne seraient pas des agents en activité. Rassurez-vous, en disant cela, ils ne visent pas les billets de 1ère

classe gratuits des députés et sénateurs qui en profitent bien plus que nous ! Ces « avantages » coûteraient 100 millions d'euros à la SNCF d'après la Cour des Comptes, chiffres contestés par la direction de la SNCF elle-même qui avance le chiffre de 21 millions. Et surtout, l'Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale (ACOSS), considérant qu'il s'agit d'un avantage en nature, entend soumettre nos billets de trains à cotisations sociales.

Des informations laissent transparaître que, dans un premier temps, seraient supprimées les quelques FC

dont peuvent bénéficier parents, grands-parents et beaux-parents. La direction de la SNCF a annoncé que cela ne faisait pas partie de son «agenda social» tout en affirmant vouloir digitaliser les FC pour mieux contrôler leur utilisation et ainsi, sans doute, respecter les exigences de l'ACOSS.

Il est fort à parier que la «remise à plat du Statut des cheminot-es», forcément négative, voulue par le président de la République, risque de mettre en péril nos droits en matière de facilités de circulation.

Soyons vigilants.

Panique à la gare Montparnasse

Panique à la gare Montparnasse, suite logique d'une politique de destruction du service public ferroviaire !

Guillaume Pepy PDG de la SNCF depuis février 2008 est en poste avec une lettre de mission des différents gouvernements successifs (Fillon, Ayrault, Valls



et Philippe), il met donc en place la politique qu'on lui a demandée ou alors il démissionne ! D'après nos informations, il est encore en place, donc il partage les choix de l'actionnaire décisionnel qu'est l'ETAT. Le gouvernement actuel ne fait que de l'enfumage et de la communication sur des choix stratégiques concernant la SNCF et sa privatisation. Non ce qui se passe n'est pas de la faute des milliers de cheminots qui tous les jours tentent dans une désorganisation totale de faire marcher l'entreprise. Les responsables sont l'Etat et les dirigeants de la SNCF qui acceptent d'appliquer cette politique. Les orientations de la SNCF depuis une vingtaine d'années (1997, création de RFF) sont d'abandonner l'entretien du réseau classique et d'axer ses efforts sur la grande vitesse au détriment des trains classiques (TER, Intercités, trains de nuit et marchandises). De multiples rapports ont mis en avant la dégradation du réseau et aujourd'hui plus de 5000kms de voies ne peuvent être empruntés qu'à vi-

tesse réduite faute d'entretien. Le jour où un incident majeur se produit, l'entreprise ne peut plus assurer un service décent vis-à-vis des usagers, non des clients, ou plutôt des victimes des différentes perturbations. Après la catastrophe de Brétigny Sur Orge qui n'a pas fait bouger le moins du monde la politique de maintenance de l'entreprise, aujourd'hui un incident majeur, heureusement sans conséquence sur la sécurité des circulations démontre bien que le fond du problème est lié à la maintenance. Il faut se donner les moyens d'entretenir, de surveiller, de remplacer rapidement les matériaux défectueux et évidemment de renouveler des installations au bout du rouleau. Sur Montparnasse, la vétusté de l'installation n'est pas la cause principale, le problème concerne les modifications faites sur des centres de signalisation et en particulier sur la chaîne de vérifications lors des modifications du poste suite à la mise en service des LGV sur Rennes

et Bordeaux. Les essais ont-ils été conformes et complètement réalisés ? Les cahiers de vérifications sont-ils toujours aussi rigoureux que par le passé ? Les périodicités des mesures d'isolement des postes et des câbles ne sont-elles pas trop espacées ? L'externalisation des travaux, et depuis peu de la maintenance sur les secteurs LGV de Bordeaux et de Rennes à Vinci et Effage et des missions de sécurité qui laissent aux entreprises privées le soin de mener les travaux sans la moindre intervention de cheminots ne fait qu'accentuer les risques d'erreur et de dérives. Il est temps de revenir aux fondamentaux avec des techniciens SNCF formés, compétents pour que le service public ferroviaire demeure un moyen de transport fiable dans des conditions de sécurité optimum. Les chemins de fer anglais ont été montrés du doigt pour ce qu'ils étaient devenus sous l'ère Thatcher et Major (The Navigators de Ken Loach 1997). Aujourd'hui, la situation française n'est guère plus reluisante ! Que dire de l'information aux voyageurs

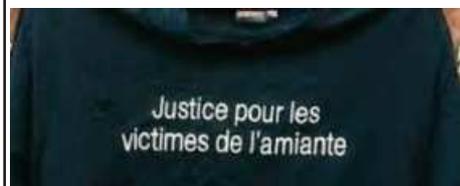
en situation perturbée tantôt erronée ou contradictoire dans une entreprise cloisonnée où les relations entre services n'existent plus, laissant le personnel dans le néant total. Pas d'informations entre services, donc pas d'informations aux usagers !

En conclusion, combien d'accidents et d'incidents faudra-t-il pour que l'Etat et les dirigeants de la SNCF se décident enfin à financer la remise à niveau du réseau classique en se donnant les moyens d'y arriver avec du personnel cheminot formé et donc qualifié !



Amiante

Le 21 juin une délégation de cheminots, dont de nombreux retraités, a accompagné ceux qui sont soumis aux risques de déclencher un cancer à l'amiante suite à leur exposition durant leur travail à la SNCF. C'est le « Préjudice d'anxiété Amiante » dont nous vous avons parlé dans le «Lien n°63».



« La démocratie n'est pas dans l'origine populaire du pouvoir, elle est dans son contrôle. La démocratie, c'est l'exercice du contrôle des gouvernés sur les gouvernants. Non pas une fois tous les cinq ans, ni tous les ans, mais tous les jours. » (Alain)

SNCF : D'OU VIENT L'ERREUR D'AIGUILLAGE ?



Non aux jeux olympiques

Ca y est, Paris a enfin décroché les jeux olympiques ! Le pseudo-suspense fait long feu, la plupart des villes au départ postulantes ayant déclaré forfait. A Hambourg, la population a refusé d'être ville organisatrice par référendum, bel exemple de démocratie directe dont le principe n'aura jamais effleuré nos édiles parisiens et nationaux vendus aux lobbys pro-JO. A Rome, autre ville au départ postulante, le maire, soulagé par son sage renoncement, a dénoncé les « jeux du béton ». Mais c'est surtout les jeux du fric qui sont en lice, avec tous les bénéfices pour les sponsors, les pertes étant comme d'habitude à la charge des contribuables. Même Los Angeles a rangé ses calechettes, laissant la pseudo ville-lumière bien seule pour manifester son enthousiasme complaisamment relayé par les médias serviles, alors que le peuple se tait. Quand on pense que la maire de Paris était contre les JO il y a seulement trois ans, on imagine sans peine le montant de la pique de rappel pour la faire changer d'avis ! Car il est évident que ces jeux sont et seront un gouffre financier. Depuis 1968, à une seule exception près, les budgets originels ont été largement dépassés, le surplus étant épongés par les augmentations d'impôts locaux et nationaux. Les chiffres prévisionnels sont un foutage de gueule, la sécurité n'étant par exemple pas prise en compte dans les calculs. Quand on sait à quelle époque on vit, et quand on voit l'accroissement des inégalités et de la pauvreté des citoyens, il y a de quoi être écœuré. De plus, les JO bénéficient d'une exonération fiscale totale ! Les retraités ponctionnés de 1,7 point de plus de TVA apprécieront !

Oui, ce sont les jeux du fric-roi. Le CIO opère une prise de contrôle totale, les villes et états étant mis sous tutelle pendant la durée des jeux. Ainsi à Londres en 2012 (coût final multiplié par 3 par rapport aux budgets initiaux) une loi d'exception a été votée pour établir une extraterritorialité en faveur des grandes marques sponsors du CIO (Mc Donald, Coca-Cola, et autres grands bienfaiteurs

de l'humanité).

Certains argumentent que les équipements seront utiles après les jeux. C'est en grande partie faux, car tout est fait en fonction seule des sites retenus, alors que les équipements publics devraient servir à tous et avec pour principal critère les besoins des citoyens. Actuellement un collégien de Seine-St-Denis sur deux ne sait pas nager (source Solidaires-Infos). Ce n'est pas la construction d'une piscine olympique qu'ils paieront pendant des décennies et à laquelle ils n'auront même pas accès qui va changer la donne du sous-équipement des banlieues.

Les JO détournent donc de l'argent public qui pourrait être utilisé pour des projets plus utiles. Sans compter les énormes contraintes de circulation, de déplacements perturbés, de contrôles incessants et de nuisances de toutes sortes que devront subir les habitants pour permettre à des athlètes parfois drogués ou soudoyés de battre des records au 100^e de seconde, qui ne signifient rien, alors que les hôpitaux et transports publics tombent en ruine. Tout ça sous les bravos de politiques corrompus et de journalistes complaisants qui nous imposent

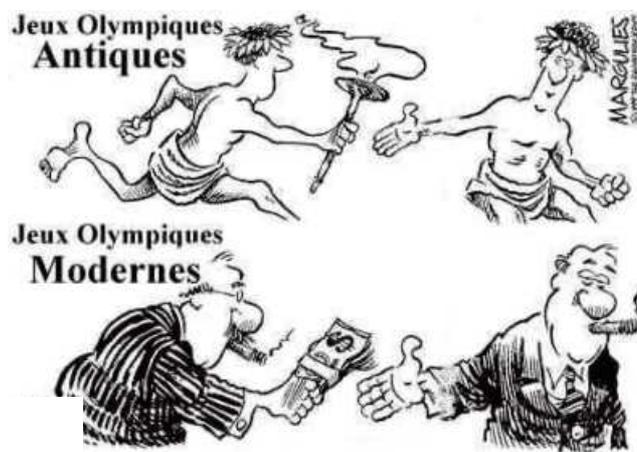
privés, restaurants de luxe, le tout dans un des pays les plus miséreux du monde. Et après les mêmes gloseront sur le bilan carbone et les grandioses accords de Paris sur le climat. Ils se foutent vraiment de notre gueule à longueur de temps !

Et puis, et surtout, il y a le côté éthique, philosophique de ces jeux qui exacerbent, comme toutes les grandes manifestations sportives qu'on nous impose à marche forcée et à répétition (coupe du monde de foot, par exemple), le nationalisme débile et l'admiration stupide de supporters hystériques, bavant d'admiration devant des jeux du cirque qui leur font artificiellement oublier leur misérable condition l'espace d'un instant. Du pain (de moins en moins) et des jeux, les Romains avaient bien compris tout l'art de la manipulation politique en flattant les instincts de meute. Comme pour les transferts scandaleux de footballeurs qui gagnent en une journée des années de smic, crions à toute voix « Jean Neymar ! »

Avant Paris en 2024, nous aurons à subir les jeux d'hiver à Pékin en 2022. Les pays démocratiques ayant là aussi retiré

leur candidature, le CIO avait le choix entre deux charmantes dictatures : le Kazakhstan et la Chine. C'est cette dernière qui a gagné le droit de dépenser des milliards pour quelques jours de ski dans une région qui connaît une grande pénurie d'eau, et où, réchauffement climatique aidant, il ne tombe pas de neige ! N'oublions pas pour conclure, et pour rester entre la collusion CIO-dictatures, que le baron de Coubertin, qui a remis à la mode

au début du XX^e siècle ces jeux qui n'auraient jamais dû quitter l'Olympe, était un fervent admirateur du surhomme blanc vanté par les nazis, admirateur du führer à petite moustache, et raciste convaincu. Quant à Samaranch, espagnol qui fut longtemps à la tête de cette institution mafieuse qu'est le CIO, il fut un grand zélé du régime franquiste. Qu'ils retournent dans les poubelles de l'Histoire dont il n'auraient jamais du sortir ! Pour nous, les JO c'est NON, et nous saurons faire entendre notre voix !

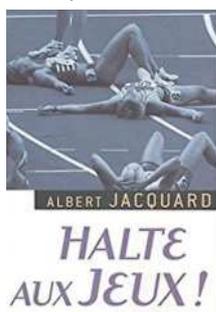


leur modèle de société abjecte dans tous les domaines. Ça suffit !

Le comble de l'indécence a été atteint par la délégation parisienne qui s'est rendue à grands frais à Lima pour entendre le résultat d'une compétition dont l'issue ne faisait aucun doute vu le forfait des autres municipalités bien plus intelligentes que la caste politico-financiaro-médiatique franchouillarde. Cette petite sauterie a coûté pour 320 privilégiés (!!!) 1,5 millions d'€, soit 4688 € par personne, avec hôtel 5 étoiles, avions

A propos de «l'olympisme»

Une citation de P. de Coubertin : «Une olympiade femelle serait impratique, inintéressante, inesthétique et incorrecte. Le véritable héros olympique est à mes yeux l'athlète mâle individuel. Les J.O. doivent être réservés aux hommes, le rôle des femmes devrait être avant tout de couronner les vainqueurs »



Un livre d'Albert Jacquard qui date de 2004 mais qui est à rappeler : Derrière la belle vitrine des JO qu'y a-t-il en vérité ? On nous montre de superbes et fringants athlètes mais on nous dissimule l'envers du décor : la souffrance de tous, l'échec de la plupart, l'inévitable dérive du dopage. Il faut mettre fin à l'hypocrisie et dire ce qu'est le sport de haut niveau aujourd'hui : une entreprise d'exploitation de l'homme par l'homme, où la seule véritable règle du jeu est le profit, quel qu'en soit le coût humain...

Parly'ci la monnaie !

Plusieurs sources médiatiques, dont le journal « Marianne » s'indignent à juste titre des émoluments faramineux de la nouvelle ministre des armées, Florence Parly, qui était jusqu'à



l'élection du nouveau PDG de la République un des principaux dirigeants de la SNCF, en tant que Directrice Générale de SNCF Voyages. En effet, pour les 6 premiers mois de cette année, elle touché la coquette somme de 315 418 €, soit

315 418 €

plus de 52 000 € par mois. Les chemins de base payés au SMIC, régulièrement accusés par leur direction d'improductivité, de fainéantise par le gouvernement, et d'être des privilégiés

par les médias complaisants, apprécieront. D'autant plus que la donzelle arrondissait ses fins de mois difficiles grâce aux jetons de présence (139 119 € en 2016) en siégeant aux conseils d'administration de pas moins de 5 sociétés. Outre l'indécence fondamentale de tels montants, on peut s'interroger sur le travail effectif assuré à son poste de haute dirigeante de la SNCF vu sa présence plus ou moins aléatoire et sporadique avec tant de casquettes. Un tel poste à la SNCF ne nécessiterait donc qu'un emploi à temps partiel ? On comprend mieux la déliquescence du service public ferroviaire avec de telles méthodes assumées sans vergogne par de tels personnages. Autres interrogations : en 2016 la rémunération totale de la pauvre a dépassé largement la limite réglementaire autorisée aux dirigeants d'entreprises publiques. Quant à 2017, elle a, grâce à des « primes de résultats », touché en seulement 6 mois 80 % de

son salaire officiel annuel. Les résultats de sa mission au sein du service public ferroviaire, les usagers l'apprécient à leur juste valeur au quotidien, vu l'état de délabrement avancé du réseau et des prestations, le tout préparant la future privatisation.

Pour nous, de tels comportements totalement dénués d'éthique et de scrupules ne peuvent qu'augmenter le désir légitime de ressortir les piques et les fourches, comme nos ancêtres ont su le faire il y a deux siècles !

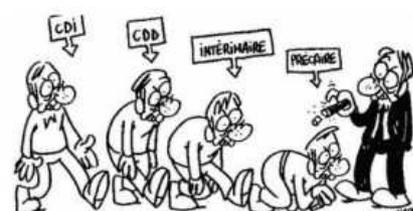


« Est démocratique une société qui se reconnaît divisée, c'est-à-dire traversée par des contradictions d'intérêts, et qui se fixe comme modalité d'associer à part égale chaque citoyen dans l'expression de ces contradictions, l'analyse de ces contradictions et la mise en délibération de ces contradictions en vue d'arriver à un arbitrage. » (Paul Ricoeur).

Le «miracle» allemand

Die Linke parti de Gauche allemand explique ce qu'il en est réellement : « Die Linke est née de l'opposition aux réformes Hartz du marché du travail. Le gouvernement dit aujourd'hui que ces réformes ont permis de lutter contre le chômage, mais cela s'est fait sur le dos des travailleurs. Un des objectifs de la politique de Schröder était d'ouvrir le secteur des bas salaires, et il y est parvenu. Le boom prétendu de l'emploi consiste essentiellement en des emplois précaires et des temps partiels. Et le prix payé par les travailleurs est extrêmement élevé. Nous avons aujourd'hui 1,2 million de travailleurs qui

doivent en plus faire appel à l'aide sociale, sept millions de travailleurs à bas-salaire, un million de travailleurs intérimaires, et 2,6 millions de personnes qui ont un deuxième emploi. Le volume de travail n'a pas augmenté depuis dix ans. Il a juste été partagé entre plus de personnes. »



Burkina Faso, ça va ? Bili Bilifou*. Un peu, un peu !

Dans un contexte tendu et morose, le peuple burkinabè continue ses activités pour se nourrir et espérer des jours meilleurs. En effet, les attentats à Ouagadougou de janvier 2016 et du 13 Aout 2017 ne favorisent pas l'activité économique de la capitale et le tourisme, l'un des vecteurs de développement du pays, est en berne.

Dans la zone du Sahel à la frontière entre le Burkina et le Mali, dans ce vaste territoire peu habité, les at-

président actuel Roch Marc Kaboré un nouveau parti, le Mouvement Pour le Progrès (MPP), censé faire de la politique autrement et donner au peuple des écoles, de l'eau et des infrastructures routières et des centres de santé... ! Trois ans après l'élection présidentielle, la population attend et les mouvements sociaux se multiplient, rappelant au pouvoir que la rue peut une nouvelle fois chasser le nouvel occupant du palais !

Cette situation délicate n'empêche

coup de collier à donner ! Vous adhérents SUD-Rail et vous aussi syndicats concernés par notre action de solidarité, vous pouvez concrétiser votre soutien en établissant un chèque à l'ordre de l'UFR Sud-Rail avec au dos la mention : Solidarité Burkina.

A ce jour, nous avons collecté 6400€ pour la 3ème classe, il nous faut 9000€ pour boucler la construction et si nous obtenons plus, l'équipement en tables, en bancs et en armoires



taques de postes de police ou de gendarmerie, les menaces envers la population sont fréquentes et cette région est très instable, ne favorisant pas la sécurité et la vie des habitants.

Un autre événement est venu contrarier le fonctionnement du pays, il s'agit du décès du président de l'assemblée nationale Salif Diallo, décédé en France à l'âge de 60 ans. Un des piliers de la gouvernance en place et du parti au pouvoir vient de partir. Ce stratège politique, partenaire de l'ex président Blaise Compaoré pendant 20 ans, a su sortir du parti présidentiel de l'époque et fonder avec le

pas les burkinabè* de garder le souvenir et lorsqu'on leur demande si tout va bien, la réponse est toujours optimiste : ça va aller ! Leur préoccupation, trouver un nouveau travail ou une petite affaire qui leur permettra d'inscrire leurs enfants à l'école. Puisqu'on parle d'école, le moment est venu de vous annoncer que la rentrée scolaire vient de se faire et qu'à Kouaré, dans l'école que nous restaurons, il ne reste plus qu'une classe sous paillote et notre ambition est bien de la remplacer pour la prochaine rentrée.

Pour cela, il vous reste un dernier

pourra être assuré pour cette classe ou une autre dans le même village.

Ne remettez pas à plus tard votre participation, nous savons que les sollicitations sont nombreuses et que les annonces du président « Macron » ne vont pas améliorer notre pouvoir d'achat mais merci d'avance pour votre participation à la Solidarité internationale.

*bili bilifou en mooré, langue des Mossis, principale ethnie du Burkina, signifie « un peu un peu », expression qu'ils utilisent souvent.

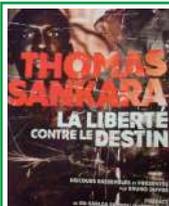
*burkinabè : mot invariable avec accent grave.

Assassinat de Thomas Sankara

Trente ans de l'assassinat de Thomas Sankara au Burkina Faso : La longue marche pour la justice !

En cette soirée du 15 octobre 1987, le vent de la révolution est pollué. Au conseil de l'entente, un commando fait couler du sang. Thomas Sankara et 12 de ses compagnons sont passés par les armes, alors qu'ils étaient en réunion. Ainsi, "ils" sont passés aux actes. Qui sont les commanditaires ? A qui profite ce crime odieux, lâche et crapuleux ? Très facile à deviner. Les jours qui suivront apporteront des réponses. Les "rectificateurs" tentent par tous les moyens, d'effacer la mémoire du capitaine président. Manipulations, intimidations, montages éhontés, liquidations physiques.

Rien n'y fit. On ne tue pas les idées. Seulement, les assassins et les commanditaires courent toujours. Mais trois décennies après, la soif de la justice reste intacte. Ce 15 octobre 2017, ils étaient nombreux dans les rues de la capitale pour encore crier Justice pour Thomas Sankara et ses 12 compagnons. A l'ambassade de France et à la justice militaire, des messages ont été remis.



Thomas Sankara : La Liberté contre le destin.

De nombreux livres ont été écrits sur Thomas Sankara, sur son parcours, ses quatre années à la tête du Burkina Faso. Révolutionnaire connu, ses discours le sont moins et pourtant, il abordait des thèmes toujours d'actualité comme le néocolonialisme, la libéralisation des femmes, la lutte contre la dette, la place de la jeunesse, la défense de l'environnement... Enfin, ce livre effectue une synthèse de ce que l'on sait sur son assassinat. De Bruno Jaffré aux éditions SYLLEPSE.



N°100
Octobre 2017

Dans le n°100 d'octobre 2017, qui vient de paraître, de la revue Santé & Travail, vous trouverez un article consacré à la souffrance au travail des cheminot-es qui se traduit par un nombre toujours croissant de drames humain. L'auteure, Éliane Patriarca, est une journaliste pigiste (et écrivaine) qui a mené une enquête approfondie de plusieurs mois à la SNCF. Jamais aucun dirigeant n'a par contre accepté de la recevoir, malgré ses demandes, ce qui n'est malheureusement pas étonnant...

Cet article devrait contribuer, du moins nous l'espérons, à fendre la véritable Omerta que fait régner la direction de la SNCF à propos de la souffrance au travail des cheminot-es et, à l'extrême, des suicides de plus en plus fréquents.

Les abeilles en danger

Deux insecticides, le Closer et le Transform dont le principe actif est le sulfoxaflor, ont été discrètement autorisés fin septembre par l'Anses (Agence nationale de sécurité sanitaire). Cependant, cette substance, selon le chimiste et toxicologue Jean-Marc Bonmatin, chercheur au CNRS appartient sans ambiguïté possible à la famille des néonicotinoïdes. Or la loi sur la biodiversité de 2016 prévoit l'interdiction des néonicotinoïdes à partir du 1er septembre 2018, avec des dérogations possibles au cas par cas jusqu'au 1er juillet 2020. Cette décision a suscité la colère des défenseurs de l'environnement qui ont appelé vendredi Nicolas Hulot à s'y opposer, au nom des engagements pris contre les néonicotinoïdes, substances hautement toxiques pour les abeilles.

En effet, ces substances qui s'attaquent

au système nerveux des insectes, désorientent les pollinisateurs, contribuant ainsi au déclin spectaculaire des colonies d'abeilles. Les néonicotinoïdes touchent aussi des invertébrés terrestres et aquatiques et persistent dans l'eau et les sols. « L'autorisation du Closer et du Transform, a été prise dans l'opacité la plus totale et est tout simplement scandaleuse. Le ministère de l'Agriculture ne pouvait pas ignorer l'autorisation en catimini du sulfoxaflor, qualifié de hautement toxique pour les abeilles par l'Agence européenne de la sécurité des aliments (Efsa) » a réagit Greenpeace qui a exhorté Nicolas Hulot à tenir ses engagements. En 2014 déjà, l'Efsa avait estimé « qu'un risque élevé pour les abeilles (n'était) pas exclu et avait fait état d'un risque élevé à long terme pour les petits mammifères herbivores ».

Il s'agit d'un stratagème des firmes pour

contourner la loi sur la biodiversité en essayant de faire passer sous d'autres noms des substances identiques. Agir pour l'environnement a lancé une pétition en ligne qui affichait vendredi 20 octobre plus de 40.000 signatures.

Mobilisons nous !!!





Les enchaînés

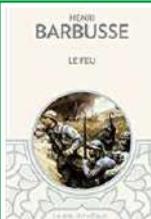
Infiltré durant deux ans dans cinq grandes entreprises du Nord, un jeune journaliste dépeint de l'intérieur un monde d'invisibles, de précaires, soumis à des rythmes oppressants, et parfois avertis dix minutes avant, que leur contrat s'arrête là. La vie banale de millions d'employés en France. Pour 1 200 à 1 500 euros, Thomas Morel a travaillé à la chaîne, dans des call-centers ou en porte-à-porte. Il décrit la vie de ses collègues, leurs maux, leurs opinions politiques, mais aussi sa gêne face à des clients vulnérables, sa souffrance d'être insulté faute de tenir la cadence, sa répugnance à relancer les surendettés... Les enchaînés plongent le lecteur dans une réalité méconnue et ahurissante. Un témoignage qui met en lumière un travail ultra-minuté, ubérisé, vide de sens, et des employés robotisés, happés par leurs smartphones lors des pauses.



La Scierie

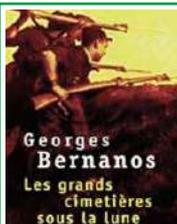
A la suite de circonstances parfaitement indépendantes de sa volonté, un jeune bourgeois de dix-neuf ans se trouve dans l'obligation de vivre, pendant deux années pleines, la vie d'un ouvrier de scierie – genre de vie auquel rien, absolument rien ne l'a préparé.

C'est donc un récit réaliste, mais d'une originalité particulière, puisqu'il s'agit d'une plongée en milieu «prolétarien», et d'une vraie plongée, sans tricherie aucune, effectuée sous la contrainte et en dehors de tout parti-pris idéologique.



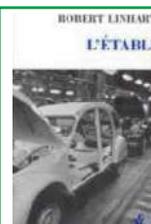
Le Feu

Pour les hommes du 231^e régiment d'infanterie, les différences d'âge et de condition sociale n'importent plus. Tous sont venus s'enterrer dans les tranchées boueuses de Crouy, sous la pluie et le feu de la mitraille allemande. Leur seule certitude face aux armées ennemies: "l'faut t'nir". Barbusse fut l'un des leurs. Tiré de ses carnets de guerre, ce roman, prix Goncourt 1916, révéla à ceux de l'arrière le quotidien des poilus: leur courage, leur camaraderie, leur argot, mais aussi la saleté, l'attente et l'ennui. Cette guerre, l'état-major, le gouvernement et la presse patriotique la censurent. Il faudra un roman comme Le feu pour en dire toute la barbarie mécanique, mais aussi l'espoir: celui de s'en sortir vivant.



Les grands cimetières sous la lune

« Le monde est mûr pour toute forme de cruauté, comme pour toute forme de fanatisme ou de superstition », écrit Bernanos en 1938 au moment de la guerre civile espagnole. « Georges Bernanos écrit avec son intelligence, avec sa sensibilité d'écorché, avec sa rage et son indestructible espérance. On tient là le mouvement secret de ce chef-d'oeuvre, livre d'expiation autant que de dénonciation, de contrition et de refus, une catharsis. » dit Michel del Castillo, romancier, journaliste et pamphlétaire, Georges Bernanos (1888-1948) est notamment l'auteur de **Sous le soleil de Satan** et de **Journal d'un curé de campagne**. Georges Bernanos dénonça violemment la tentation des fascismes. Exilé au Brésil pendant la guerre, il rentre en France à la Libération et meurt en 1948. Durant sa vie, il s'essaye à tous les styles : romans, essais, nouvelles et même théâtre.



L'Etabli

Ce titre désigne d'abord les quelques centaines de militants intellectuels qui, à partir de 1967, s'embauchaient, " s'établissaient " dans les usines ou les docks. Celui qui parle ici a passé une année, comme O. S. 2, dans l'usine Citroën de la porte de Choisy. Il raconte la chaîne, les méthodes de surveillance et de répression, il raconte aussi la résistance et la grève. Il raconte ce que c'est, pour un

Français ou un immigré, d'être ouvrier dans une grande entreprise parisienne. Mais L'Etabli, c'est aussi la table de travail bricolée où un vieil ouvrier retouche les portières irrégulières ou bosselées avant qu'elles passent au montage. Ce double sens reflète le thème du livre, le rapport que les hommes entretiennent entre eux par l'intermédiaire des objets : ce que Marx appelait les rapports de production.